



**HAL**  
open science

**Joachim C. Häberlen, Vertrauen und Politik im Alltag. Die Arbeiterbewegung in Leipzig und Lyon im Moment der Krise 1929–1933/38, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2013, 367 S., 4 Abb. (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 210), ISBN 978-3-525-37028-5, EUR 64,99**

Christian E. Roques

► **To cite this version:**

Christian E. Roques. Joachim C. Häberlen, Vertrauen und Politik im Alltag. Die Arbeiterbewegung in Leipzig und Lyon im Moment der Krise 1929–1933/38, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2013, 367 S., 4 Abb. (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 210), ISBN 978-3-525-37028-5, EUR 64,99. 2014, [https://perspectivia.net/publikationen/francia/francia-recensio/2014-1/ZG/haeberlen\\_roques.hal-02845940](https://perspectivia.net/publikationen/francia/francia-recensio/2014-1/ZG/haeberlen_roques.hal-02845940)

**HAL Id: hal-02845940**

**<https://hal.univ-reims.fr/hal-02845940>**

Submitted on 14 Jul 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

**Joachim C. Häberlen, Vertrauen und Politik im Alltag. Die Arbeiterbewegung in Leipzig und Lyon im Moment der Krise 1929–1933/38, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2013, 367 S., 4 Abb. (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 210), ISBN 978-3-525-37028-5, EUR 64,99**

rezensiert von/compte rendu rédigé par  
**Christian E. Roques, Reims**

Voilà quinze ans, Heinrich August Winkler constatait que »dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand et international il n'existe pas de catastrophe plus terrible que celle de 1933«. Une telle affirmation expliquait que la question de la réaction du mouvement ouvrier allemand à l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes (ou plutôt son absence de réaction) soit listée par Winkler dans ses »controverses de l'histoire allemande«<sup>1</sup>. Des études importantes, comme celle de Klaus-Michael Mallmann sur le KPD<sup>2</sup> ou celle d'Eve Rosenhaft sur la violence politique des communistes<sup>3</sup>, ont, sur les trente dernières années, ouvert de nouvelles perspectives fertiles sur ce sujet bien étudié.

C'est la même ambition qui porte l'ouvrage de Joachim C. Häberlen, tiré d'une thèse soutenue à l'université de Chicago, mais élaborée en partie au Berliner Kolleg für Vergleichende Geschichte Europas. Le but de l'entreprise est d'éclairer »la capitulation sans combattre« (Manfred Scharrer) du mouvement ouvrier face au national-socialisme en se demandant notamment »pourquoi, dans les dernières années de la république de Weimar, il n'y eut pas d'unité d'action entre KPD et SPD« (p. 9). La thèse centrale est qu'à Leipzig cette unité fut impossible en raison d'un manque de confiance (*Vertrauen*) entre les deux partis ouvriers. Le diagnostic est celui d'une « crise sociale épistémique » : une situation d'insécurité des relations sociales et politiques dans laquelle il est impossible de déterminer qui dit vrai et qui ment ; i.e. une situation qui prohibe tout phénomène de confiance. Cette dernière l'auteur propose de l'aborder aussi bien horizontalement par le rapport entre les militants des différents organisations politiques ou syndicales, que verticalement par le rapport entre les militants et leurs organisations respectives. Afin de préciser et de spécifier sa réponse, il plaide en faveur d'une approche comparatiste et propose d'étudier parallèlement la situation des rapports entre sociaux-démocrates et communistes à Leipzig et à Lyon. L'idée est que la situation française (abordée à travers la situation locale à Lyon) est particulièrement intéressante, puisqu'ici, dès 1936, avec le Front commun puis le Front populaire, l'unité de la gauche fut réalisée. La question de son impossibilité en Allemagne en deviendrait donc plus frappante encore.

Le problème qui se pose au lecteur est que la réflexion épistémologique de cette recherche apparaît pour le moins rudimentaire. Si l'argumentation philosophique (puisée chez Niklas Luhmann) sur le statut de la confiance comme mécanisme de réduction de la complexité sociale nécessaire à tout bon

---

<sup>1</sup> Heinrich August Winkler, *Streitfragen der deutschen Geschichte*, Munich 1997.

<sup>2</sup> Klaus-Michael Mallmann, *Kommunisten in der Weimarer Republik*, Darmstadt 1996.

<sup>3</sup> Eve Rosenhaft, *Beating the Fascists? The German Communists and Political Violence 1929–1933*, Londres 1983.

fonctionnement en société est recevable, la réflexion de l'historien Häberlen sur la manière d'aborder cette confiance comme objet d'historiographie est furtive, voire insatisfaisante. Ainsi s'il consacre deux ou trois pages à résumer l'analyse philosophique de Luhmann, l'auteur ne pose jamais la question des difficultés spécifiques qui se présentent à l'historien en la matière. Dès lors, la « plus-value historiographique de l'analyse des phénomènes de confiance », se résume à pas grand-chose : « Le problème à Leipzig n'était pas (seulement), que les communistes et les sociaux-démocrates se haïssaient [...] mais bien plus, que les militants ne pouvaient jamais être totalement sûr si un (prétendu) camarade était vraiment un camarade, ou bien s'il leur racontait des mensonges » (p. 22). On ne manquera de relever que le problème ainsi présenté déporte la question : l'objet est moins l'abyme insurmontable entre communistes et sociaux-démocrates que la défiance qui régnait entre les militants d'une même organisation. Dès lors, l'analyse de Häberlen permettrait peut-être surtout de comprendre le manque de mobilisation de la base sociale-démocrate à certains moments-clés de la fin du régime (comme le Preußenschlag) – mais cette problématique est totalement ignorée par l'auteur. Le traitement des sources est tout aussi naïf : ainsi, les rapports de police servent à l'évocation des rixes entre sociaux-démocrates et communistes, mais à aucun moment la fiabilité de ces sources, le filtre spécifique de la réalité historique qu'ils représentent n'est questionnée – ce qui est d'autant plus problématique que le rapport à la police n'avait rien de simple ni pour les communistes, ni pour les sociaux-démocrates.

De plus, l'auteur double la première problématique d'une deuxième qui porte sur « la politique au quotidien », pensée comme « politisation/polarisation du quotidien » au sein du mouvement ouvrier. Leur articulation est des plus ténues, puisqu'elle tient au seul argument que « la politisation du mouvement ouvrier à Leipzig créa les conditions, dans lesquelles la défiance [entre communistes et sociaux-démocrates] put exercer son influence destructrice » (p. 32). L'argument est court, d'autant que les deux problématiques, aboutissent, in fine, à des réponses fort divergentes à la question de départ : pensée à partir de la politisation/polarisation, le refus de l'unité d'action reposait, au KPD, sur l'analyse du « social-fascisme » supposé du SPD. Dès lors, la problématique du manque de « confiance » entre les militants de base apparaît très annexe – ou plutôt cette « défiance » n'est que le résultat d'une politique intentionnelle. Il semble donc bien plus pertinent de s'interroger sur celle-ci plutôt que constater son résultat.

D'autres problèmes mériteraient aussi que l'on s'arrête, par exemple la construction du plan (en deux parties : Leipzig puis Lyon) qui est organisé thématiquement pour Leipzig et chronologiquement pour Lyon – ce qui fait perdre de la pertinence à l'exercice comparatiste.

L'on ne peut reprocher à l'auteur d'ignorer les limites et les difficultés de son projet – il thématise au contraire ouvertement un certain nombre d'entre elles. Si cette franchise semble salubre, il n'en demeure pas moins qu'il peine à démontrer que son approche par la question de la « confiance » amène des éclairages nouveaux et révélateurs à la question posée. Il n'est pas évident que l'approche par l'étude de la confiance entre militants du SPD et du KPD permette de mieux comprendre les dynamiques politiques de la fin de la république de Weimar que ne le permettraient les approches

»classiques«, comme celles se focalisant sur les dissensions politiques entre les deux organisations (Winkler) ou celles étudiant la confrontation avec le national-socialisme montant et posant la question des effets socialement dissolvants de la violence (Dick Geary, Eve Rosenhaft). D'autant que, de l'aveu même de l'auteur, il a privilégié la logique des »histoires« pittoresques à l'argumentation d'ensemble, ce qui expliquerait »la confusion« de l'exposé par endroits (p. 35).

L'approche retenue est effectivement plutôt du type »anglo-saxonne«: une accumulation des petites histoires et d'anecdotes, dont on espère que la masse, par un effet de concrétion historique un peu baroque, permettra de se faire une idée d'ensemble. Dès lors, les pages sont plaisantes à lire, riches en informations spécifiques sur la vie politique et militante à Leipzig, mais la contribution à l'historiographie de l'effondrement de la république de Weimar semble plus limitée.